

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DÉFEND !



INFO LUTTES RÉFORME SNCF

N°27

Montreuil, le 17 mai 2018

Le chiffre du jour

- J-4 avant la clôture du « **Vot'action** ».

Après un renforcement significatif de l'action les 13 et 14 mai derniers, les cheminots, toujours déterminés, entament une nouvelle séquence de grève qui devra peser sur les décisions à venir.

▶ LES CHEMINOTS N'ONT PAS PEUR DE LA DÉMOCRATIE

La consultation « **Vot'action** » à l'initiative des organisations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail, CFDT, démontre, une nouvelle fois, tout l'intérêt porté par les cheminots concernant leur avenir et celui de la SNCF.

Qu'ils soient du collège exécution, maîtrise ou cadre, quelle que soit leur implication dans la grève, les cheminots, attachés à leur outil de travail, à sa préservation et au service public ferroviaire, participent massivement à cette opération qui constitue une initiative parmi d'autres dans ce conflit ancré dans la durée.

Non, les cheminots n'ont pas peur de la démocratie quand d'autres tentent de nier le droit aux organisations syndicales et à ceux qui les élisent à organiser une consultation interne.

Le président PEPY peut répéter en boucle que cette consultation est illégitime, il devra bien en accepter le résultat, comme nous le ferons.

Tenter de décrédibiliser les cheminots quant à leur incapacité à organiser ce type d'initiative, de « criminaliser » l'action en insinuant que les cheminots seraient des irresponsables, démontre une volonté de détourner l'attention.

Nous redisons que la réforme en cours ne porte pas le développement du service public ferroviaire, bien au contraire.

Les cheminots et leurs organisations syndicales, portent des revendications claires et précises, elles devront être entendues. C'est tout le sens du rapport « **Ensemble pour le fer** » édité par la CGT et remis à Edouard PHILIPPE le 13 mars dernier.

C'est ainsi que, pour la seconde fois en 15 jours, le Premier ministre recevra les organisations syndicales le 25 mai prochain.

La Fédération CGT des cheminots s'y rendra de manière offensive et attend du gouvernement qu'il clarifie enfin ses intentions.

D'ici là, tous en grève !



Nantes, le 14 mai 2018



► COMPTE RENDU AUDIENCE PRÉAVIS DES 18 ET 19 MAI 2018

Ce préavis portait sur les Risques Psycho-Sociaux (RPS) élevés qui ont pour principale origine les incessantes restructurations et réorganisations conjoncturelles ou structurelles, engendrant des souffrances extrêmes pouvant aboutir à l'acte irréversible.

Face à cette situation, les organisations syndicales ont demandé à nouveau à la direction d'organiser une table ronde sur le sujet afin que de véritables mesures soient prises au plus haut niveau de l'entreprise. La direction estime que cela n'est pas nécessaire et maintient sa décision du 1er juin 2017 d'aborder ce sujet dans le cadre de la commission permanente de suivi du CNHSC sur les RPS.

De plus, nous constatons que tous les projets de restructurations, fusions, ou suppressions ne font pas l'objet d'une étude d'impact. Etude qui permettrait de réduire les RPS et d'examiner la pertinence du projet.

Nous avons exigé que toutes les atteintes ou altérations de la santé, TS ou suicides liés aux RPS soient reconnus, selon les cas, en Accident du Travail (AT), en maladie professionnelle ou à caractère professionnel, ce que refuse la direction.

D'ailleurs sur ce sujet, les représentants de l'entreprise lors de l'examen des dossiers à la CPR ont toujours voté contre la reconnaissance en accident du travail.

La direction a démontré lors de cette réunion qu'elle n'a toujours pas pris la mesure du mal-être dans notre entreprise. La CGT condamne cette attitude et l'entêtement de la direction à poursuivre à marche forcée les réorganisations en faisant fi des conséquences sanitaires et sociales.

► À LA RATP AUSSI, LA CGT DÉNONCE LA LIBÉRALISATION

Le 16 mai, la CGT RATP rencontrait le conseiller social d'Elisabeth Borne.

A cette occasion, la délégation a rappelé son opposition résolue à la libéralisation, c'est à dire à l'ouverture du réseau public francilien à la concurrence.

Elle a jugé inadmissible que la RATP puisse, demain, aller concurrencer la SNCF sur les TER. La CGT RATP exige de l'Etat qu'il mette en place une stratégie de coopération, en lieu et place d'une « guerre économique » aussi absurde que destructrice.

La délégation CGT a réaffirmé qu'elle ne laisserait pas faire le « déshabillage » de l'EPIC RATP au profit des filiales de droit privé, pas plus qu'elle n'acceptera la disparition progressive du statut du personnel de la RATP.



► CALENDRIER

- **18 et 19 mai** : 10^e séquence de grève.
- **21 mai** : fin prévue de la « *Vot'action* ».
- **22 mai** : manifestation de la fonction publique.
- **23 et 24 mai** : 11^e séquence de grève.
- **25 mai** : 2^e rencontre avec Edouard PHILIPPE.
- **26 mai** : manifestation en territoire à l'appel de la CGT, d'associations, de partis politiques...
- **28 et 29 mai** : 12^e séquence de grève.
- **29 mai** : début du débat au Sénat.



En route vers la 10^e séquence !

Prochain préavis unitaire du 17 Mai 20h00 au 20 Mai 07h55.

FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
Email :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur: Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

